

Résumé

Interview réalisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Jeudi 23 avril 1998 (9 heures)

Interviewer: Philippe NICOLET, rédacteur en chef de TVRL

JM = Jean Monnet

CA = Comité d'Action

Q = question

R = réponse

PhN = Philippe Nicolet

Georges-André CHEVALLAZ

Mes origines maternelles (Morier) sont à Château-d'Oex. J'ai été marqué par le travail de la terre. Du côté paternel, nous sommes originaires de Montherod, dans l'Ardèche.

Mon père était Directeur de l'Ecole Normale. C'était un pédagogue, un théoricien. Mon grand-père était commerçant en cercueils.

J'ai reçu une éducation libérale, avec beaucoup de liberté. A partir de dix ans, j'ai éprouvé un intérêt pour l'Histoire. J'étais latiniste, peu sportif. J'ai une soeur, Madeline, qui est journaliste, et un frère, Jean. Ma mère était une conservatrice paysanne, prudente. C'était une atmosphère paisible.

Je me suis intéressé à la politique, également dès l'âge de dix ans, sans parti pris. J'avais une espèce "d'instinct gouvernemental".

13.03 Q Dans quelle mesure étiez vous, en tant que jeune homme, de droite ou de gauche ?

R Nous étions très curieux du phénomène politique en lui-même, sans parti pris. J'ai lu "Mein Kampf" en 34 ou 35. On ne pouvait pas prévoir le génocide en le lisant. Mais j'ai eu un sentiment d'inquiétude.

17.10 Q Beaucoup de jeunes gens, par exemple Benjamin Rossel, revenaient d'Allemagne enthousiastes, car on y travaillait bien, etc. Elle exerçait un grand pouvoir de séduction. En avez vous côtoyé ?

R Pas tellement. Beaucoup étaient aussi séduits par Mussolini. On ne pouvait pas prévoir l'alliance entre Hitler et Mussolini. Je suis sûr que la qualité de l'armée allemande séduisait des Suisses. Beaucoup d'ouvrages français mettaient en garde contre l'armée allemande. Nous ne partageons pas le sentiment d'humiliation allemand de 1918.

L'armée était presque un deuxième métier pour moi.

21.35 On se préparait essentiellement à combattre les Allemands, à part certains officiers suisses-allemands (Wille, etc.). On sentait une menace, avec pas assez d'exactitude. On ne la prenait pas assez au sérieux. L'armée suisse avait une préparation insuffisante pour repousser une attaque.

24.00 Q Le Général Guisan ?

R Il passait pour francophile. il n'était pas du tout antisémite, comme on l'a dit.

Développement.

28.00 Q Dans le langage politique de l'époque, on ménageait beaucoup l'Allemagne. Cela apaisait-il les relations ?

R C'est évident.

On trouvait des revues nazies dans les kiosques, c'était un désir d'objectivité.

30.00 Q En 1945, vous vous inscrivez au Parti radical. Pourquoi ?

R A cause de l'insolence du parti communiste.

Développement: la menace était réelle, un travail de sape, etc.

Sans De Gaulle, le sort de l'Europe aurait été différent. Jusqu'en 1941, ils étaient du côté des Allemands.

34.00 Q Peut-on revenir sur ce que vous avez constaté au sujet des exportations suisses vers l'Allemagne ?

R En 1940, la Suisse est menacée. Von Leeb (?) est à la frontière.

Sur les exportations d'armes, nous avons des chiffres précis. Ceux de mon livre n'ont pas été contestés. Les Allemands admettaient nos relations commerciales avec les Anglais et les Américains, mais pas pour les armes. La Suisse s'y est plus ou moins tenue. Grâce à cela, la guerre a pu être évitée. Il aurait été imbécile de cesser les relations commerciales avec l'Allemagne, comme avec les autres.

41.20 Q Le Parti radical était anti-communiste ?

R Absolument. Le Parti radical était plus populaire, le Parti libéral, plus distingué.

43.00 Dans l'Histoire diplomatique, j'ai étudié particulièrement le colonialisme.

44.00 Q La première idée, le charbon et l'acier, comment la voyez vous ?

R Très positivement. C'était une collaboration naturelle. Mais je ne crois pas que l'expérience fondamentale ait été très heureuse. Elle n'a pas donné les résultats désirés. Elle n'a pas été un succès pour les industries.

Je percevais les accord européens comme favorables, j'ai regretté que la Suisse n'en fasse pas partie.

46.20 Q Et Jean Monnet ?

R C'est le point de vue d'un économiste, pas d'un politique. Ce mouvement coïncidait avec le mouvement du Conseil des communes d'Europe.

*Développement sur l'hébergement du Centre de Recherches européennes.
But politique.*

50.50 Il faut ménager les nationalités (De Rougemont, De Gaulle), et laisser aux pays leurs souverainetés, en les fédérant. Avec une collaboration, pas une soumission.

53.10 Q En 1974, vous êtes au Conseil fédéral. Quel a été votre cheminement politique au niveau national, qu'avez vous découvert en arrivant au Conseil national ?

R La lenteur des délibérations. Une activité européenne insuffisante. Le manque de moyens de gouverner pour les Conseillers fédéraux. C'est pourquoi j'ai imaginé des Conseillers personnels pour eux.

Développement.

58.15 Q La monnaie européenne intéressait les Suisses ?

R C'était le Serpent monétaire, créé pour éviter les désaccords brutaux. La Suisse aurait dû y entrer. Nous sommes allés à Bruxelles pour le demander avec l'appui allemand, belge, hollandais. Mais il y a eu l'opposition de la France, avec Giscard d'Estaing. Si le franc suisse entrait, le franc français se retirait.

1.02.00 La France n'avait pas envie que la Suisse soit dans l'Europe.

1.02.40 Q Quels étaient les avis des pays sur la politique suisse ?

R Nous avons des entretiens avec les Etats-Unis. De bons rapports avec l'Allemagne, mais les Américains menaient le jeu.

1.04.00 Q Souhaitiez vous plus d'engagement de la Suisse ?

R Sur le plan monétaire, nous y étions favorables.

Développement.

Lorsque le Peuple a voté l'adhésion au FMI, cela a donné l'illusion au Conseil fédéral qu'il approuverait l'adhésion à l'EEE.

1.06.20 Q Le rôle de la neutralité ?

R La Suisse a le droit d'avoir des accords sur le plan militaire avec l'un ou l'autre des belligérants, malgré la neutralité. "Pour le cas où..."

Développement du principe de la neutralité; exemples suisses.

1.12.40 Q Quand vous étiez Chef du Département militaire, quelles étaient les collaborations qui existaient entre la Suisse et ses voisins ?

R Pas de collaborations institutionnelles, mais de bons rapports. On se rendait visite les uns aux autres, mais pas d'engagement précis.

1.13.40 Q A tous ces moments de cette évolution, à partir des années 80, des années de perspective d'adhésion, vous êtes vous senti en opposition à ce qui se passait ?

R Je me suis senti en opposition à notre intégration dans un dispositif d'alliance avec un engagement militaire obligatoire.

En 1992, le Conseil fédéral a manqué d'adresse. Il aurait dû faire la demande, mais réserver le domaine militaire. "Nous faisons la demande, mais nous réservons la neutralité". Comme au moment de la SDN.

Q Peut-on imaginer un droit d'exception qui garantisse notre neutralité ?

R Il faut le demander aux autres. Le Conseil fédéral a fait preuve de paresse d'esprit. Il n'a jamais cherché à négocier officiellement le maintien de la neutralité.

1.15.50 Q Si la Suisse, par une initiative quelconque, disait renoncer à son système de défense nationale, deviendrait-elle, de ce fait, incapable d'entrer dans l'Europe ?

R Je pense que ce serait mal admis qu'elle n'ait plus d'armée. Les alliés de l'OTAN n'admettent pas que nous démolissions notre armée.

1.16.40 Q Donc c'est la raison essentielle qui vous a poussé à dire non à l'EEE ? Pourquoi étiez-vous opposé à l'EEE ?

R Parce que le Conseil fédéral l'a lié à l'adhésion. Par une maladresse grave qui a été dénoncée, d'ailleurs, par Kohler. C'était un facteur d'affaiblissement, car le Conseil fédéral dans son argumentation disait "Nous sommes insatisfaits du traité de l'EEE, l'Union européenne peut nous imposer des obligations".

1.18.20 Q Assez rapidement le Conseil fédéral n'a pas nié que l'EEE était une mesure transitoire ?

R C'était un marchepied pour l'adhésion, nous ne pouvions pas suivre.

1.18.43 Q Qu'auriez vous dit si l'EEE avait été une mesure définitive ?

R Cela aurait pu être discuté, j'aurais peut-être accepté.

1.19.20 Q Aujourd'hui, que doit faire la Suisse ?

R Elle doit attendre que l'Europe ait trouvé son statut. L'Europe est en discorde. Il n'y a pas d'unité politique européenne. Une unité économique impose des péréquations, car c'est une mosaïque contradictoire.

1.21.55 Q C'était un peu la situation dans la Suisse de 1848. Cela pourrait être une démonstration que les choses sont jouables ?

R A cette époque, les différences étaient moindres. Maastricht veut que les pays serrent leurs revenus, pour arriver à une harmonisation forcée. Les situations vont, de ce fait, s'aggraver, surtout avec l'euro. Je me rappelle ma conversation avec Raymond Barre. à Paris, quand il était Premier ministre, sur sa thèse du libéralisme absolu. Je lui ai dit "Vous serez concurrencé par le Sud-est asiatique, aussi techniquement pointu que l'Europe".

1.28.00 Q Comment la Suisse est-elle perçue ? Les Européens souhaitent-ils son entrée ?

R C'est difficile à dire: Les anglais oui, car nous pourrions "freiner" avec eux. Mais l'entêtement suisse agace certains pays.

1.30.00 R Il est inévitable qu'un certain protectionnisme se maintienne, européen d'abord, avec une coordination, et aussi suisse. Les populations sont mises au chômage, cela suscitera des hostilités fondamentales. Vous remarquerez qu'actuellement en Europe la tendance libérale cède du terrain à la tendance socialiste, pour un plus grand soutien de la sécurité sociale. Ce qui signifie détruire l'égalité de concurrence parfaite.

1.31.32 Q Si la Suisse n'adhère pas, comment va-t-elle participer à ce protectionnisme ?

R C'est une affaire à négocier, et qui ne sera négociable qu'au moment où l'Europe sera convaincue qu'un certain protectionnisme est indispensable, et qu'elle ne peut pas se vouer à un libéralisme total.

1.32.10 Q Les péréquations ne préparent-elles pas le protectionnisme face à l'extérieur ?

R Oui, mais à l'intérieur cela aggrave les inégalités. Les péréquations doivent être modérées. Si vous laissez aller les choses, l'agriculture suisse sera liquidée, et nos champs agricoles deviendront des parcs à bêtes sauvages. Un certain interventionnisme étatique est nécessaire. Je serais plus d'accord avec CHEVENEMENT, par exemple, voire avec les communistes, qui préconisent une certaine protection sectorielle.

1.33.30 Q Que préconisez vous ces prochaines années ? La Suisse doit-elle avoir son autarcie économique ?

R Depuis 1992, des industries nouvelles se sont créées en Suisse, apportées par des étrangers. L'Europe est provisoire, des portes s'entrouvriront pour nous.

Comparaison avec les Etats-Unis.

1.36.10 Q Les conflits intérieurs nient-ils l'unité générale européenne ?

R L'Europe est gérée de manière drastique. Prenez l'exemple du Crédit lyonnais, ce n'est pas viable. On risque la disparition des classes moyennes.

Q Peut-on faire autrement ?

R On aurait pu leur donner la chance de survivre.

Développement.

1.40.40 Q Votre pronostic ?

R Pessimiste. Maastricht est trop rigoureux. Les chiffres du budget italien sont faussés.

Q Peut-on imaginer que les instances européennes disparaissent ?

R Elles ne doivent pas disparaître. Elles doivent être un instrument de coordination plutôt que des instances impératives. Le développement du Parlement Européen est dangereux.

1.43.30 Q Comment jugez vous M. BLOCHER ?

R C'est une simplification regrettable d'en faire un épouvantail. Ses positions, cependant, me semblent trop protectionnistes.

Je partage ses craintes d'assujettissement de la Suisse à Maastricht.

1.46.40 Q Dans votre famille, vous avez des visions différentes ?

R J'ai des divergences avec mes fils, dont l'un a été animateur du combat contre l'EEE. Cela lui a coûté professionnellement lourd. On a voulu lui refuser le commandement du régiment pour lequel il était désigné. Puis il n'a pas été pleinement réincorporé. Et il est sous-payé.

Q Vous êtes certain que c'est lié à son engagement contre l'EEE ?

R Absolument. Moi-même je l'ai défendu auprès de Villiger, mais Villiger n'a aucune autorité sur ses chefs. Il m'a dit qu'il ne pouvait pas aller à l'encontre de la décision d'un de ses subordonnés. Quand j'étais Chef du département, c'était moi qui commandais et pas les Commandants de corps.

1.48.34 Q Et votre fils Olivier ?

R A l'époque il était Conseiller national. Je lui ai dit d'emblée " Toute la délégation vaudoise est trop lâche pour voter non, tu ne peux pas te singulariser. Et puis il faut aider DELAMURAZ". Il a voté "Oui" sans grande conviction.

Je ne prends pas Peter TSCHOPP au sérieux. Il lance des idées en l'air comme une midinette. La position centrale du Parti est plus sage. Je ne suis pas du tout un adversaire de l'adhésion, si l'on obtient le maintien de la neutralité. L'Europe à géométrie variable est souhaitable. Je tiens à dire que je ne suis pas anti-européen.